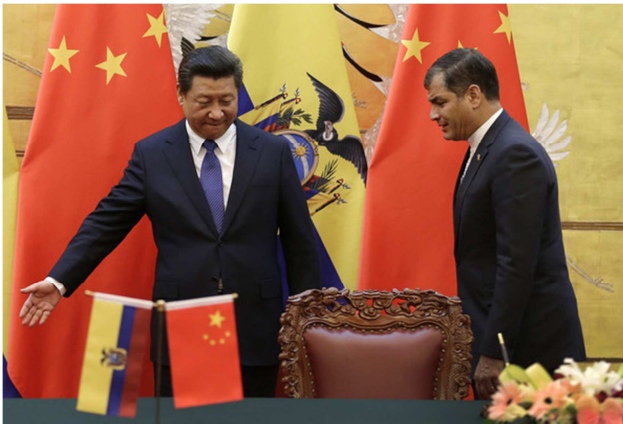


Changer de maître, mais pas d'école ?

« Opération Correa » en huit leçons.



Crédit : http://www.lemandarin-magazine.com/la_chine_en_equateur_derriere_la_fratemite

Actuellement en salles, le film « Opération Correa » de Pierre Carles se propose de dévoiler la logique marchande des grands médias qui pousse les journalistes à ignorer le « miracle équatorien » et son principal protagoniste, Rafael Correa, président de l'Équateur depuis presque neuf ans. De Podemos (Espagne) à Syriza (Grèce), en passant par Jean-Luc Mélenchon en France, le rêve équatorien séduit pourtant la gauche radicale européenne, et l'« opération » de Pierre Carles entend donner à cet enthousiasme un nouvel élan. Mais après ces neuf années, que peut-on dire du projet politique de Rafael Correa ? Entre le silence des grands médias et la propagande des

hérauts de la « révolution citoyenne », difficile d'y voir clair.

Bien qu'il soit impossible de dresser un bilan complet, certaines caractéristiques de la gestion de Correa nous interpellent. En tant que militants, français, latino-américains et notamment équatoriens, engagés dans des luttes concrètes contre l'extractivisme, l'autoritarisme et le capitalisme (non, nous ne sommes pas des agents de la CIA), nous sommes inquiets de constater que la « révolution citoyenne » de Correa sert de source d'inspiration aux dirigeants et militants en quête « d'alternatives » qui ne semblent pas être au fait des réalités locales, ou qui décident de les ignorer au risque de cautionner des politiques, discours et attitudes contre lesquels ils se battent ici-même en Europe. Une mise au point s'impose.

(1) Rafael Correa est-il anticapitaliste ?

Il nous répond lui-même : « Nous faisons mieux avec le même modèle d'accumulation, plutôt que de le changer, parce que notre intention n'est pas de porter préjudice aux riches, mais de parvenir à une société plus juste et équitable »¹.

(2) Quel genre de démocratie est l'Équateur de Rafael Correa ?

Rafael Correa et son mouvement politique, Alianza País, ont enclenché un processus de modification de la Constitution (promulguée lors de son premier mandat), qui lui permettrait de briguer plus de deux mandats successifs², contredisant ce qu'il affirmait il y a peu : « ce serait très malheureux qu'une personne soit si indispensable qu'il faille changer la Constitution pour modifier les règles du jeu »³. La même réforme constitutionnelle donnerait à l'armée le droit de participer à des opérations de sécurité publique (article 158), limiterait la possibilité de citoyens de se défendre contre les actes abusifs de l'État (article 88) et ferait de la « communication gouvernementale » un service public impliquant un droit de diffusion (au nom de ce service) et un contrôle accru sur les médias publics et privés (article 384)⁴.

De même, le décret présidentiel n°16⁵ « encadre » si bien l'activité des associations que, quelques mois après son entrée en vigueur, il a déjà permis la fermeture de la Fundación Pachamama pour le motif qu'elle aurait exercé

¹ « El desafío de Rafael Correa », dans *El telégrafo*, 15 janvier 2012. <http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/el-desafio-de-rafael-correa.html>

² http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/11/01/equateur-correa-obtient-de-pouvoir-modifier-la-constitution-pour-etre-reelu_4516448_3222.html

³ <http://www.elespectador.com/noticias/elmundo/rafael-correa-descarta-reformar-constitucion-ecuadoriano-articulo-469721>

⁴ <https://www.hrw.org/news/2014/07/14/ecuador-flawed-constitutional-reform-proposal>

⁵ Un décret n'est pas une loi votée par le parlement mais un texte issu directement de l'exécutif. <http://decretos.cege.gob.ec/decretos/download.ashx?TY=D&ID=6256>

une activité politique menaçant la sécurité de l'Etat⁶. Pour rappel, en vertu de ce décret, l'activité politique n'est autorisée qu'aux partis politiques, officiellement inscrits comme tels, sous peine de dissolution ou de poursuites pénales! Quelle liberté pour les contre-pouvoirs existe-t-il aujourd'hui en Equateur si critiquer l'action du gouvernement peut mener les représentants d'une association en prison ? Qu'est-ce qu'une « activité politique » ? Il s'agit bel et bien d'un ensemble de réformes anti-démocratiques et elles ne sont pas le fruit du hasard.

Sous les mandats de Rafael Correa, les projets d'exploitation de ressources naturelles sont lancés sans consultation des communautés indigènes⁷, en violation de la convention 169 de l'OIT (ratifiée par l'Equateur) et de la Constitution, instaurant un climat de peur et de répression des opposants : emprisonnement sans preuve, assassinats inexpliqués, répressions violentes, vexations quotidiennes. Dans la Cordillère du Condor (en Amazonie), trois de nos camarades ont ainsi récemment disparu : en 2009, Bosco Wisum est tué par la police lors d'une manifestation en opposition à la nouvelle loi sur l'eau (favorisant sa privatisation) ; en 2013, Freddy Taish est abattu lors d'une opération de l'armée ; enfin, en 2014, le corps sans vie de José Tendetza, opposant notoire au mégaprojet minier chinois Mirador, est retrouvé dans un affluent du Rio Zamora. Javier Ramirez, un des leaders de l'opposition à l'exploitation du cuivre en Intag, a été emprisonné durant 11 mois sans que les faits qui lui sont reprochés ne soient établis, tandis qu'un autre opposant, Carlos Zorrilla, d'origine cubaine mais qui réside en Equateur depuis 1978, a été accusé publiquement par le président Rafael Correa en personne, lors de son émission télévisée hebdomadaire, d'être « un étranger qui empêche le développement [du] pays » !⁸

Enfin, à propos de l'avortement, nous vous laissons juger : en 2013, lorsqu'un petit groupe de députées appartenant à Alianza País (parti de Rafael Correa) proposent de le dépénaliser en cas de viol, Rafael Correa, fervent catholique, menace de démissionner et dénonce la « trahison » des députées, tout en jurant qu'il refuserait d'accepter cette décision du parlement si elle était votée⁹. Son secrétaire juridique, Alexis Mera, un homme politique qu'on situerait volontiers à l'extrême droite en France, qualifiera de "mal baisées (*mal culiadas*)" les féministes pro-avortement¹⁰ ! Ambiance.

(3) La « révolution citoyenne » de Rafael Correa est-elle portée par les mouvements populaires, indigènes et paysans ?

Elle l'était à ses débuts, elle ne l'est plus. Comme le démontre la récente tentative d'expulsion de la CONAIE (Confédération des Nations Indigènes de l'Equateur) de ses locaux à Quito et la fermeture de la Fondation Pachamama qui défendait les droits des indigènes, la rupture du gouvernement équatorien avec les mouvements sociaux est aujourd'hui entérinée. D'Intag (opposition de longue date à un projet de mine de cuivre à ciel ouvert)¹¹ et Quimsacocha (lutte contre un autre grand projet minier visant l'or, le cuivre et l'argent dans la province d'Azuay) à la Cordillère du Condor, où les Shuars se mobilisent aussi contre l'exploitation de cuivre ; du centre de l'Amazonie (résistance des Kichwas de Sarayaku)¹² au nord, où les populations subissent les pollutions dues à l'exploitation pétrolière¹³, en passant par la défense du parc national Yasuni, les conflits socio-environnementaux, qui impliquent de nombreuses communautés indigènes et paysannes, sont de plus en plus importants¹⁴. Au cours des dernières années, certaines manifestations massives mettant en cause la politique du gouvernement ont réuni de nombreux secteurs de la gauche équatorienne (partis politiques comme le MPD, syndicats, enseignants, étudiants, mouvements autochtones, féministes et écologistes)¹⁵.

(4) Rafael Correa a-t-il libéré le pays de la dette ?

⁶ Voir <http://decreto16.com/2014/03/31/audiencia-cidh-decreto16-libertaddeexpresi-on/>

⁷ Pour en savoir plus : <http://www.aldeah.org/fr/equateur>.

⁸ <http://www.aldeah.org/fr/ennemi-de-l-etat-carlos-zorrilla-et-la-bataille-pour-intag>

⁹ http://www.liberation.fr/monde/2013/10/11/en-equateur-correa-empêche-le-parlement-de-staturer-sur-l-avortement_938859

¹⁰ Alexis Mera se refirió a las mujeres luchadoras, en oficio al Presidente, como "Las mal culiadas de siempre".

<http://www.lasanta.com.ec/Magazine-detail/carta-abierta-la-asambleista-maria-augusta-calle/>

¹¹ <http://www.elcomercio.com/actualidad/negocios/proyecto-minero-intag-polariza-a.html#end>

¹² <http://pachamama.org.ec/que-hacemos/programa-plurinacionalidad-y-derechos-de-la-naturaleza/sarayaku/>

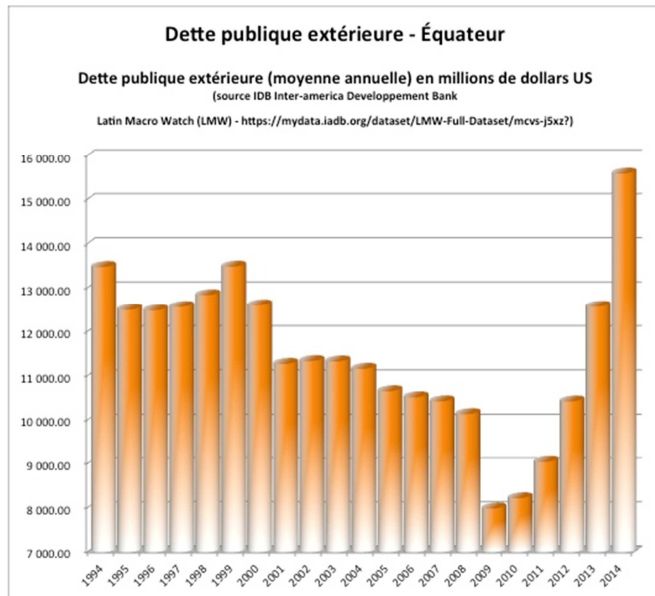
¹³ <http://www.juiciocrudo.com/articulo/derrames-de-petroamazonas-continuan-en-la-amazonia-ecuatoriana/1802>.

¹⁴ <http://www.juiciocrudo.com/articulo/derrames-de-petroamazonas-continuan-en-la-amazonia-ecuatoriana/1802>.

¹⁵ <http://www.elcomercio.com/actualidad/negocios/proyecto-minero-intag-polariza-a.html#end>

¹⁵ Voir par exemple les mobilisations du 22 mars 2012 (la marche pour l'eau), du 17 septembre 2014, du 19 mars 2015.

Pendant les deux premières années du premier mandat de Rafael Correa (président depuis le 17 janvier 2007), la dette publique extérieure du pays a poursuivi la baisse qu'elle avait entamée dès 1999¹⁶, notamment sous l'effet du prix élevé du pétrole mais aussi du refus de Correa de payer la partie illégitime de la dette contractée auprès du FMI. Mais depuis 2009, elle est repartie à la hausse et frôle les 16 milliards de \$ en 2014, représentant 16% du PIB¹⁷. L'Équateur a, de nouveau, fortement creusé sa dette en empruntant, notamment auprès de banques



publiques chinoises, pour un total qui avoisine les 8 milliards de dollars (6,3 milliards en février 2014) à des taux d'intérêt très élevés (entre 6 et 8%). La dette publique extérieure de l'Équateur envers la Chine, qui représente déjà plus de 36% de son endettement total (sans compter les crédits garantis par la fourniture de pétrole) devrait augmenter de près de 50% avec les 7 milliards de dollars pressentis pour le financement de la Raffinerie du Pacifique¹⁸. De plus, si Correa surfe encore sur le fait qu'il a expulsé du pays les institutions financières internationales, la Banque mondiale et le FMI - ce qui l'a transformé en "star" aux yeux des partis de gauche européens -, l'État équatorien émet de nouveau des titres sur les marchés financiers (sous la conduite de Citibank et du Crédit suisse...) et a récemment fait appel à la Banque mondiale ... et même à Goldman Sachs¹⁹.

(5) Rafael Correa a-t-il réduit la pauvreté et les inégalités ?

Oui, mais par quel biais ? Au cours de la décennie 2002-2012, les prix des matières premières ont été au zénith. Les dépenses sociales des États se sont accrues partout en Amérique latine : en 2010-2011, rapportées au PIB de chaque pays, elles ont été plus importantes en Colombie, fidèle alliée des États-Unis, et au Chili - élève-modèle des institutions financières internationales - qu'en Équateur ! Après avoir augmenté dans les années 1980, la pauvreté (monétaire) a elle aussi reculé dans l'ensemble de la région, et, là encore, le libéral Pérou affiche une baisse plus importante (28,9 points sur dix ans) que l'Équateur (16,8 points, *ex aequo* avec la Colombie)²⁰. C'est ce qu'on appelle la décennie « euphorique »²¹ : l'Amérique latine a enregistré un taux de croissance moyen de 4%, notamment grâce à la hausse soutenue des prix des matières premières. Mais qu'en est-il aujourd'hui, alors que les prix des métaux baissent depuis 2012 et celui de pétrole chute depuis l'été 2014 ? L'Équateur peut-il vraiment suivre l'exemple de l'Arabie Saoudite qui, elle aussi, tire ses revenus du pétrole ? Et, avant tout, quels sont les coûts sociaux et environnementaux de cette « euphorie » ?

(6) Rafael Correa a-t-il changé le modèle économique du pays ?

Les colonisations espagnole et portugaise ont légué aux pays latino-américains un modèle économique basé sur l'exportation de leurs richesses naturelles. Ni les indépendances, ni les tentatives d'industrialisation par substitution aux importations ne sont parvenues à inverser ce « destin » transformé en un « modèle de développement ». Dans les années 1990-2000, la « primarisation » des économies nationales est renforcée par la

¹⁶ La dette publique extérieure de l'Équateur était de 14 milliards de \$ en 1999, de 8 milliards en 2009. Elle est de nouveau de 16 milliards aujourd'hui. Source : <http://data.iadb.org/ViewIndicator/ViewIndicator?languageId=en&typeOfUrl=C&indicatorId=158>

¹⁷ <http://data.iadb.org/ViewIndicator/ViewIndicator?languageId=en&typeOfUrl=C&indicatorId=167>

¹⁸ Voir : http://economia.elpais.com/economia/2014/04/11/actualidad/1397232571_064840.html et les travaux de Paulina Garzón, disponibles ici : <http://montecristivive.com/wp-content/uploads/2015/01/La-restauración-conservadora-copia.compressed.pdf>, et ici :

http://www.dar.org.pe/archivos/eventos/dialogo_regional/EP6_Inversiones_chinas_paulina_garzon.pdf
Lire également <http://www.forumdesalternatives.org/extractivismo-del-siglo-xxi-una-revolucion-ciudadana-sin-revolucion-social-ni-productiva>

¹⁹ <http://www.cetri.be/spip.php?article3627> et note (4) <http://cadtm.org/Situation-internationale-et-dette-nh2-4>

²⁰ *Panorama social de América Latina 2012*, CEPAL, Santiago de Chile, 2012; *Panorama social de América Latina 2013*, CEPAL, Santiago de Chile, 2013.

²¹ *Panorama social de América Latina 2012*, CEPAL, Santiago de Chile, 2012; *Panorama social de América Latina 2013*, CEPAL, Santiago de Chile, 2013.

gestion de la crise de la dette par les institutions financières internationales et leurs politiques d'ajustement structurel, qui ont forcé l'ouverture des secteurs extractifs aux capitaux privés. Malgré les effets d'annonce en début de son premier mandat, d'aucune façon, Rafael Correa et ses gouvernements successifs n'ont revu l'essence de ce modèle, toujours basé sur l'exploitation massive et destructrice des ressources naturelles - extractivisme - quand bien même l'Etat se donne plus de moyens de contrôle des projets et qu'il récupère une plus importante partie de la rente. Comme depuis 500 ans, l'Equateur de Rafael Correa reste « exportateur de la nature ». Les produits primaires (en majeure partie pétrole, bananes et produits de la pêche) représentent 91,2% de la valeur totale de ses exportations²². La rente extractive est vitale pour l'Etat, plus d'un tiers de ses revenus proviennent du pétrole²³. Sa dépendance vis-à-vis de ses clients - les pays riches ou émergents - demeure, et la chute du prix du baril depuis l'été 2014 rend plus prégnante la nécessité de chercher d'autres sources de revenus... en développant, par exemple, l'activité minière !

(7) Rafael Correa est-il anticolonialiste ?

Les visages et les pays d'origine des colons ont changé, mais les fronts pionniers continuent à avancer sur les derniers espaces intouchés. Sous couleur de l'émancipation promise par le « socialisme du XXI^e siècle », une nouvelle conquête de *terrae nulliae* est en œuvre. La logique extractiviste, y compris dans des territoires à la biodiversité exceptionnelle, se poursuit avec le même cynisme qu'auparavant²⁴. Alors que l'Equateur de Correa avait promis d'œuvrer pour la préservation du parc Yasuni de l'exploitation pétrolière, il a récemment fait volte-face et de nouvelles concessions ont finalement été accordées dans le parc (bloc 31). Pour mieux comprendre la situation, et mesurer la trahison que représente cette décision vis-à-vis des mouvements sociaux, extraire du pétrole dans cette zone revient à ce que Jean-Luc Mélenchon, une fois au pouvoir, accorde le droit d'exploiter le gaz et le pétrole de schiste dans les Cévennes ou en Seine-et-Marne à Chevron ou à BP. C'est pourtant ce que fait Rafael Correa avec le pétrole du Yasuni, réduisant à néant le fameux projet Yasuni-ITT, qui visait à ne pas exploiter le pétrole en échange de dons internationaux²⁵. Avant son arrivée au pouvoir, 30% de l'Amazonie équatorienne était concessionnée aux entreprises pétrolières, aujourd'hui, c'est presque 80% (carte disponible sur www.aldeah.org/files/images/mapa11.preview.jpg)²⁶.

De même, l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir a signifié la reprise des projets miniers à grande échelle initiés durant la période néolibérale qui a précédé ses mandats. L'espoir a pourtant été grand au début de sa présidence, quand l'Assemblée Constituante avait émis un moratoire de 6 mois sur cette industrie et facilité l'annulation de centaines de permis d'exploration. Aujourd'hui, ces permis concernent près de 5% du territoire national et remplissent les « vides » laissés par les « blocs » pétroliers (et parfois s'y superposent) sur la carte de l'Amazonie comme ailleurs dans le pays. Sous couvert d'un contrôle accru de l'Etat (via notamment la coquille vide qu'est l'entreprise publique Enami), le gouvernement soutient politiquement, moralement et financièrement de nombreux projets miniers à grande échelle, lesquels sont, pour leur grande majorité, menés par des multinationales étrangères (chinoises, chiliennes et canadiennes). L'industrie minière, qui symbolise toute l'horreur de l'impérialisme et de la prédation, est extrêmement dévastatrice pour l'environnement, l'agriculture, la souveraineté alimentaire et les communautés paysannes et indigènes.

La détermination du Président à faire de l'Equateur un pays à la pointe de l'extractivisme²⁷ a de quoi faire pâlir de jalousie l'écolo-productiviste tartuffe Arnaud Montebourg. Rafael Correa a même déclaré, sans sourciller, que l'interdiction des OGM, inscrite dans la Constitution de 2008, était « une erreur »²⁸. Pensant probablement à Monsanto, soucieuse de pouvoir vendre ses semences et son Roundup.

(8) Progressisme (occidental) ou décolonisation ?

²² *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe*, CEPAL, 2013, p. 112.

²³ Données EIA (2011/2012) et CEPAL/UNASUR (2013) <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Equateur>.

²⁴ <http://www.aldeah.org/fr/le-vrai-cout-des-politiques-sociales-de-rafael-correa>

²⁵ <http://www.aldeah.org/fr/alternatives/itt> et <http://www.actu-environnement.com/ae/news/abandon-initiative-yasuni-itt-rafael-correa-19257.php4>

²⁶ 11^eme appel d'offres. Certaines concessions, déjà attribuées avant le lancement de l'initiative Yasuni-ITT (2007) se trouvent à l'intérieur du parc Yasuni et le pétrole y est déjà exploité. Carte sur www.aldeah.org/files/images/mapa11.preview.jpg.

²⁷ http://ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news_user_view&id=2818774894&umt=ecuador_proyecta_convertirse_en_un_gran_actor_minero_a_nivel_mundial

²⁸ <http://www.elcomercio.com/actualidad/politica/correa-dice-que-prohibicion-constitucional.html>

La Constitution de 2008 n'était pas l'œuvre de Correa, mais de l'Assemblée Constituante impliquant de nombreuses forces sociales. Elle a fait du pays, du moins sur le papier, un Etat plurinational, reconnaissant l'égalité entre « nations » et cultures, métisse et indigènes. Symbole de cette transformation, le « Sumak Kawsay » - un ensemble de principes d'organisation politique, économique et sociale inspiré des pratiques autochtones, traduit en espagnol par « buen vivir » - devait guider la politique du pays, lui offrant « une vision utopique du futur ²⁹ ». Dans le même mouvement, la « nature » se voyait reconnaître des droits et l'Equateur se disait prêt à garder sous terre les 900 millions de barils de pétrole dans le parc Yasuni ³⁰.

Sept ans plus tard, le projet ITT-Yasuni a été abandonné ³¹. Dans le discours du pouvoir, le « buen vivir » n'est plus qu'un slogan utilisé à des fins de marketing politique, un « terme-produit » fourre-tout qui se confond, selon les besoins de ceux qui l'utilisent, avec le « socialisme », le « développement », « les services de base », voire « l'accroissement du pouvoir d'achat ». Vidé de sa substance, de sa charge potentiellement subversive, la notion de buen vivir, tout comme d'autres « concepts » « indigènes », sont devenus des folklorismes utilisés non seulement hors propos, mais aussi, voire surtout, détournés pour justifier des projets diamétralement opposés à ce qu'ils sont censés signifier. Ainsi, le projet-phare (après l'abandon de ITT-Yasuni) de la « révolution citoyenne », la *méga cité de la connaissance* - conçue dans la plus pure tradition disciplinaire, technocrate et méritocratique occidentale, s'inspirant du modèle sud-coréen et devant devenir un pôle d'excellence dans les nouvelles sciences et technologies (celles-là mêmes dont le courant transhumaniste appelle de ses vœux la convergence) - a été baptisée Yachay, « sagesse » ou « savoir » chamanique en langue quichua, se référant à une tradition ancestrale et toujours bien vivante. Autant dire que les Yachak (chamans) indigènes le prennent comme une insulte.

Rafael Correa et sa « révolution citoyenne » œuvrent bel et bien à la modernisation capitaliste du pays. Selon le schéma classique - celui de la colonisation, du FMI, de la Banque Mondiale, de Washington ou de Pékin - la modernisation passe par l'industrialisation et l'*extractivisme* est un préalable à cette dernière. Rien ne garantit que l'Equateur passe de cette première « étape » à la seconde. Quoiqu'il arrive, les sociétés indigènes et paysannes, considérées dans ce modèle comme arriérées, doivent non seulement s'ouvrir au « progrès » et à ses lumières, mais aussi en payer les frais.

Plutôt que de chercher des idoles exotiques légitimant ce modèle prédateur, les militants anticapitalistes de France et d'ailleurs devraient plutôt tisser des liens solidaires avec les luttes sociales qui lui résistent. Tout comme, pendant la guerre froide, certains ont su refuser de choisir entre le « capitalisme de marché » des pays occidentaux et le « capitalisme d'Etat » du bloc de l'Est, ayons le courage de refuser et les politiques d'austérité imposées par la Troïka, et la voie tracée par de nouveaux messies venus d'ailleurs qui ne servent, au final, que la reproduction du capital en sacrifiant les territoires et leurs habitants sur l'autel du progrès. Il existe d'autres voies, en dehors du capitalisme, qu'il soit andin, amazonien, chinois, français, états-unien, ou même grec.

²⁹ Alberto Flores Galindo, auteur péruvien cité par Acosta dans "El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa?" Un diálogo con Alberto Acosta, ÍCONOS 48, 2014, pp. 101-117

³⁰ <http://www.aldeah.org/fr/equateur-yasuni-itt-ou-lehec-de-la-non-exploitation-du-petrole>

³¹ <http://www.aldeah.org/fr/le-vrai-cout-des-politiques-sociales-de-rafael-correa> et <http://www.aldeah.org/fr/yasuni-itt-un-projet-impossible-pour-l'extractiviste-correa>